



Déclaration IS boycott du CDEN du 15 février 2024

Ce CDEN est convoqué dans un contexte très particulier et nous venons par cette déclaration expliquer pourquoi l'intersyndicale Education de la Manche a décidé de le boycotter. Cette instance se tient dans une période de forte mobilisation des personnels pour revendiquer de meilleures conditions de travail, de meilleures rémunérations, des moyens pour l'école inclusive et s'opposer au choc des savoirs que le premier ministre veut à tout prix imposer.

La carte scolaire du 1er degré pour la rentrée 2024 va faire des ravages. Partout dans la Manche les classes ferment : **1** en REP, **3** en Territoire Éducatif Rural, **11** dans des communes classées "rural éloigné" et **22** dans des secteurs avec un Indice de Position Sociale inférieur à la moyenne nationale !

Des classes bondées en perspective ! Rappelons, qu'avec 18,3 élèves par enseignant, nous sommes presque 5 points au-dessus de la moyenne européenne, plaçant la France à l'avant dernière place des pays européens ! mais on continue de fermer des postes !

Au collège, c'est retour vers le passé avec les groupes de niveau qui ont pourtant fait la preuve de leur inefficacité. Non ce choc des savoirs n'est pas la solution pour améliorer les résultats de nos élèves. Ce choc va avoir pour effet de trier, et de laisser les élèves en difficulté, sur le bord de la route. Sur le terrain, cette réforme n'est même pas applicable faute de professeurs de Français et de Mathématiques. Pour gommer les inégalités, les aides doivent se concentrer sur les plus en difficulté, en passant notamment par une diminution des effectifs et non en les stigmatisant, en les enfermant dans un groupe estampillé "faible". La réforme « choc des savoirs » va transformer le collège en centre de tri scolaire et donc social. Même le Conseil Supérieur de l'Éducation qui s'est tenu le 8 février s'est exprimé sans ambiguïté : aucune voix POUR la mise en place de ces groupes de niveau aujourd'hui nommés par notre nouvelle ministre « groupes d'élèves ». Le message est on ne peut plus clair. C'est pourquoi, nous nous opposons de toutes nos forces à cette réforme .

Par ailleurs, en France, les classes continuent d'être les plus surchargées d'Europe, aucun poste de CPE ou d'AED n'est créé pour la rentrée 2024. Alors même que le harcèlement en milieu scolaire est déclaré grande cause nationale, des classes demeurent toujours sans professeur.

Au lycée, après les dégâts de la réforme Blanquer, voici la réforme du lycée professionnel avec l'augmentation des stages au détriment des enseignements et des examens, ayant pour conséquence moins d'école pour plus d'entreprise.

Quant à l'inclusion, où en est-elle quand bon nombre d'élèves ne sont toujours pas accompagnés à la hauteur de leurs besoins. Tout le monde en souffre, les élèves en situation de handicap, leurs familles, leurs camarades de classe, les enseignant.e.s et les AESH qui, pour un salaire indécent, doivent se démultiplier pour les aider. Les élèves à besoins éducatifs particuliers se retrouveront affectés dans le groupe de niveau des plus faibles !!! N'est ce pas là une réforme d'exclusion ?

Toutes ces réformes sont menées au pas de charge, sans aucune prise en compte de notre expertise. Elles sont délétères pour le service public d'éducation. Les affichages médiatiques hors sol tels que la mise en place de l'uniforme ou du Service National Universel ne résoudront pas les difficultés auxquelles nous sommes confrontés.

Il est urgent de prendre en compte la parole des acteurs du terrain que sont les personnels d'enseignement et d'éducation avant d'imposer à marche forcée des politiques purement économiques qui visent tout simplement à détruire le service public d'éducation. La nouvelle ministre a déclaré vouloir instaurer un véritable dialogue social. Nous serons vite fixés sur cette promesse qui a été tant de fois laissée lettre morte par les précédent.es ministres de l'Éducation.

Les grands discours sans lendemain, les paroles, les clichés détestables ... cela suffit ! Nos organisations syndicales exigent des actes forts qui prennent la mesure de la crise que traverse le service public.

C'est pourquoi, l'Intersyndicale éducation Manche revendique fermement :

- Le retrait de la réforme du « Choc des savoirs » du Ministre Attal, rétrograde et stigmatisante.
- Le retrait de la réforme Macron-Grandjean de la voie professionnelle.
- Une véritable politique d'inclusion, adaptée à chaque élève, prenant en compte les besoins éducatifs réels de tous les élèves.
- Une diminution des effectifs des classes dans les écoles et les collèges afin de permettre une individualisation de l'enseignement.
- L'arrêt immédiat de la politique de suppression des postes d'enseignants.

Des moyens conséquents doivent être mis au service de la réussite de tous les élèves, sans tri !!!

Ensemble, personnels, usagers et élu.es, unissons nos efforts pour le défendre et ainsi garantir une égalité de traitement dans tous les territoires !